

La Fecif demande des comptes

RÉAGISSANT au scandale de l'affaire Madoff, Vincent J. Derudder, secrétaire général de la *Fecif*, analyse : « Plus ou moins 5 Md€ se sont techniquement et effectivement évaporés. Arrêtons de blâmer les crédits hypothécaires toxiques américains, il n'y a pas pour 5 Md€ de maisons à vendre et à financer aux Etats-Unis ! La crise des subprimes n'a été qu'un détonateur. Par contre, il y a beaucoup de petits Madoff ici et là, beaucoup de produits "virtuels" qui, n'étant investi dans aucun actif tangible, n'ont qu'une valeur virtuelle, laquelle devient une valeur nulle quand il y a un ouragan... » Vincent J. Derudder évoque

quatre raisons principales à ce dysfonctionnement :

- les autorités de régulation ne se sont intéressées qu'aux « petits », au nom de la protection du consommateur, laissant aux « grands » le soin de faire leur ménage eux-mêmes ;
 - les autorités de régulation ont privilégié la forme plutôt que le fond au détriment de l'investissement réel ;
 - l'ignorance des fonctionnaires œuvrant au sein des autorités de régulation des réalités des marchés et de leur fonctionnement ;
 - le monopole de l'audit : trois entreprises (*Price Waterhouse, Ernst & Young* et *KPMG*) se partagent la quasi-totalité du marché de l'audit des banques, des fonds et des compagnies d'assurance, ce qui affecte leur objectivité.
- La *Fecif*, en accord avec des associations d'investisseurs lésés, va demander au Parle-

ment européen l'ouverture d'une enquête sur le rôle des régulateurs, leur utilité réelle et leur stratégie de contrôle.

Février 2009